SENRES

Depuis 1964

Vous le savez, au SENRES, nous ne faisons pas de politique.

Mais, ce que vous ne savez pas, c'est que parfois nous le regrettons… surtout en ce moment.

Pourquoi ? Parce que si nous étions députés, nous aurions plaisir, en tant que personnel de l'Education nationale, à censurer ce Gouvernement qui nous promet une année "blanche" alors même que cela fait **plus de 25 ans que les personnels de l'Education nationale ne connaissent que des années blanches.**

25 années blanches qui, dans l'Education nationale, ont aujourd'hui pour résultat :

- 30% de perte de pouvoir d'achat en 25 ans pour les enseignants ;
- un point d'indice découplé de l'inflation et une perte de pouvoir d'achat pour tous les personnels ;
- un rythme de changements d'échelons dans tous les corps qui compense à peine cette perte annuelle ;
- des pseudos réformes de début/milieu/fin de carrière qui ne compensent pas cette paupérisation ;
- des AESH payés une misère et sans grand espoir d'une quelconque titularisation ;
- des contractuels corvéables à merci pour des salaires indignes de leurs diplômes ;
- des arrêts maladies indemnisés à 90% en attendant 80%, 70%, etc. ;
- un âge de départ en retraite sans cesse repoussé alors que les conditions de travail se dégradent ;
- des suppressions de postes et de fermetures de classes qui dégradent les conditions de travail ;
- des résultats TIMSS et PISA qui ridiculisent la France, ses jeunes et, malheureusement, ses enseignants.

Mais, comme si tous ces efforts des agents du Ministère de l'Education nationale au cours des ans ne suffisaient pas, ce Gouvernement entend maintenant supprimer deux jours fériés, geler les prestations sociales, le barème de l'IRPP et les pensions de retraite, réduire les dépenses de santé de 5 M d'euros, etc.

Et, puisque le boniment de la "*solidarité*", qui, après l'hécatombe de la canicule de 2003, avait encore prévalu lors de la suppression du lundi de Pentecôte, n'est plus audible par les français (et pour cause…), certains politiques n'hésitent plus à passer à l'étape suivante : faire peur et diviser !

Faire peur avec les déficits en soutenant que le montant de la dette française serait devenu critique et, pire, diviser la société et les familles en montant les générations les unes contre les autres alors que toutes portent ou ont porté, certes différemment, leur part du fardeau au cours de l'histoire.

Un tel narratif est, vous l'avouerez, d'une grande bêtise alors que la faute est à chercher du côté :

- d'une fiscalité qui impose plus les revenus du travail (max. 45%) que ceux du capital (max. 12,8%) ;
- de la suppression de l'impôt sur la fortune qui avait le mérite d'imposer tous les capitaux ;
- d'un "*quoi qu'il en coûte*" irresponsable suggéré par de très chers cabinets de conseils privés ;
- d'hommes et de femmes politiques incapables de maîtriser le déficit budgétaire, pire, de le prévoir ;
- de niches fiscales qui ne bénéficient qu'à ceux qui payent suffisamment d'impôts pour en bénéficier ;
- de droits sur les successions/donations valorisant le mérite familial plutôt que le mérite personnel ;
- de largesses sociales parfois injustifiées visant plus à acheter la paix sociale qu'à élever socialement ;
- de l'incapacité à empêcher la spoliation de l'état français par les escrocs (*cf.* escroquerie taxe carbone).

Conclusion ? Il devient particulièrement choquant de voir certains demander encore plus d'efforts aux personnels de l'Education nationale alors que, par leur paupérisation continue et leur investissement sans faille, ils contribuent lourdement, depuis plus de 25 ans, à la maîtrise du déficit budgétaire et de la dette.

Un seul slogan s'impose donc le 8 septembre 2025 : "*Au suivant !*"